

cinq jours de séance du Parlement, c'est-à-dire deux semaines après l'ajournement de vendredi.

Je voudrais aborder quelques éléments traités dans le rapport dont nous sommes saisis. Le comité mérite des félicitations, car certaines de ses critiques révèlent qu'il a vraiment mis en cause quelques-unes des priorités du gouvernement en matière scientifique. Le comité a insisté, par exemple, pour que les programmes de télédétection et de radar spatial soient prioritaires et aillent de l'avant. Il n'y va pas par quatre chemins pour critiquer le gouvernement. Il estime que le plan spatial de 1986 n'assure pas un juste équilibre. Selon lui, le programme de radar spatial devait être au premier rang des priorités dans les trois grands programmes, c'est-à-dire le programme spatial, la station spatiale et les communications, car c'est lui qui correspond le mieux aux objectifs du programme spatial du Canada.

Impossible d'être plus clair, surtout si on sait lire entre les lignes. Les ministériels étaient majoritaires au sein du comité, mais eux aussi ont de graves réserves quand ils voient que nous mettons tous nos oeufs dans le même panier, soit la station spatiale, plutôt que dans d'autres domaines de la science spatiale et de la recherche et du développement.

Pour situer la question, je rappelle tout d'abord que l'engagement du gouvernement à établir une agence spatiale a été annoncée dans le discours du trône prononcé en octobre 1986. Deuxièmement, je ne peux pas me souvenir de la date exacte où le Canada a pris un engagement dans le programme de station spatiale, mais je crois que c'était avant juin 1985, parce que c'est à ce moment que j'ai cessé d'être le critique des affaires scientifiques pour mon parti et je me souviens d'avoir commenté cet engagement. Nous examinons donc une décision vieille de trois ans. Pourtant, beaucoup d'événements survenus depuis viennent confirmer, à mon avis, les craintes de beaucoup de personnes au sujet de la priorité que nous accordons véritablement au projet.

Nous avons vu le budget du Conseil national de recherches amputé à plusieurs reprises par ce même gouvernement qui clame: «N'est-ce pas merveilleux tout ce que nous accomplissons dans l'espace?» D'un côté, le gouvernement nous affirme qu'il est prêt à de grandes réalisations dans l'espace et de l'autre, il attaque sauvagement le Conseil national de recherches. Il a échoué lamentablement au chapitre de la mise en place d'un programme garantissant le niveau de dépense en recherche et en développement que les conservateurs avaient promis pendant la campagne électorale de 1984. Aucune mesure digne de mention n'a été prise pour mettre ce programme en oeuvre. Nous avons plutôt connu des réductions des budgets du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie et d'autres conseils de recherche, à qui on a recommandé de recourir à la mendicité et de s'adresser au secteur privé pour trouver les fonds que le gouvernement n'est plus disposé à leur fournir.

Motions

Je le répète, la principale constatation du comité est, à mon avis, celle qui a trait à la nécessité d'établir un équilibre dans les programmes gouvernementaux. Le deuxième point important, c'est la préoccupation que le comité exprime au sujet de l'utilisation militaire de la station spatiale et de la déclaration plutôt inefficace selon laquelle le Canada se retirera s'il s'avère que les États-Unis se servent de la station à des fins militaires, ce que les vautours du Pentagone souhaitent bien entendu, malgré tous les accords conclus jusqu'ici. Il y a, en troisième lieu, toute la question des dépassements de coûts, qui pourraient rapidement engloutir tout le budget spatial canadien, et le fait que le gouvernement n'a pas voulu faire carrément face à ce problème dans sa réponse du 27 novembre au comité, qui avait déposé son rapport six mois plus tôt. Je signale ce point parce que la station spatiale absorbera plus de 25 p. 100 du budget, au cours des cinq prochaines années, d'après les chiffres que le gouvernement a rendus publics, mais les engagements sur 20 ans et sur 15 ans, jusqu'au début du 21^e siècle, rendent le problème encore plus alarmant.

● (1240)

Pendant cette période, le financement fédéral de la station spatiale atteindra quelque 697 millions de dollars. Radarsat doit coûter environ 236 millions, d'après les chiffres du comité; le programme du satellite de communications coûtera 151 millions; 55 millions seront affectés à l'Agence spatiale européenne, et 70 millions iront aux sciences de l'espace, en général, en plus de ce qu'on dépense déjà. L'addition de ces chiffres donne un total approximatif de 1,3 milliard de dollars, que le gouvernement consacrera à l'espace au cours des 15 prochaines années.

Il est à la fois intéressant et alarmant de constater, par ailleurs, que les estimations américaines du coût de la station spatiale se sont révélées complètement fausses. Les États-Unis avaient commencé par parler de 8 milliards de dollars, mais ce chiffre est maintenant passé à 14 milliards. Après l'échec tragique du programme Challenger et la mort des astronautes, l'année dernière, avec la suspension du programme de la navette spatiale et les retards généraux que cela a entraînés, je suppose qu'il y aura encore d'autres retards coûteux et d'autres dépassements de coûts dans le programme spatial américain.

Si l'on applique au Canada le pourcentage d'augmentation que représente le passage de 8 à 14 milliards de dollars, on peut penser que le coût de l'élément canadien de la station spatiale passera de 700 millions à près de 1,3 milliard, soit le montant total prévu pour le programme spatial canadien pour les 13 ou 15 prochaines années. En outre, le coût annuel de la participation canadienne au projet de station spatiale est estimé à 30 millions de dollars environ. C'est plus qu'on ne dépense à l'heure actuelle au Canada dans tout le secteur de la recherche spatiale. Cela soulève aussi de très graves problèmes.